

REMÈDE À L'INÉGALO-SCEPTICISME

UNE ÉVALUATION DES INÉGALITÉS EN FRANCE AU REGARD DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

Alexandre Pasche pour le SDSN France; 4D; WECF France; ATD Quart Monde; Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI); Les Petits Débrouillards; Coalition Eau; CLER Réseau pour la transition énergétique; Confédération française démocratique du travail (CFDT); Fondation Internet Nouvelle Génération (FING); Ateliers populaires d'urbanisme de Villeneuve; Max Havelaar France; Notre Affaire à Tous; Surfrider Foundation Europe; Humanité et Biodiversité; Ligue des droits de l'Homme (LDH); Coordination SUD

Résumé

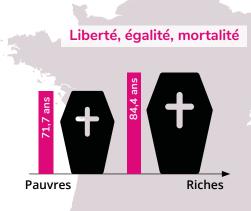
Réunissant les contributions de dix-sept partenaires de la société civile et du milieu académique, le présent rapport dresse un panorama des inégalités en France au regard des Objectifs de développement durable (ODD). Qu'il soit formulé par les ONG ou les chercheurs, le constat est sans appel: les inégalités s'aggravent en France, et sont présentes dans l'ensemble des structures sociales, politiques, économiques qui régissent notre société. Le SDSN France montre par exemple que les pauvres sont plus nombreux (8,8 millions) et disposent de moins de pouvoir d'achat qu'auparavant, alors que le nombre de riches en France est lui resté stable, mais cette frange de la population s'est considérablement enrichie (fortune multipliée par 7 en 20 ans).

Le rapport montre également que les inégalités sont multidimensionnelles. Elles concernent les revenus bien sûr (9 Français sur 10 estiment que ces inégalités n'ont pas diminué au cours des 12 derniers mois -4D), mais aussi l'accès à l'alimentation (1 Français sur 5 est en situation de précarité alimentaire - CFSI), l'accès aux soins avec des conséquences ultimes sur l'espérance de vie (13 ans d'écart d'espérance de vie entre les plus pauvres et les plus aisés – ATD Quart Monde), le genre (écart de salaire entre les femmes et les hommes de 9%, à travail et statut égal - WECF France), le numérique et son inégale capacité à renforcer le pouvoir d'agir des individus (FING), l'accès aux ressources telles que l'énergie (12 millions de Français en situation de précarité énergétique -CLER / les très riches Français émettent 40 fois plus que les plus pauvres - Notre Affaire à Tous) ou l'eau (650 000 Français n'ont pas accès à un service à l'eau potable et à des toilettes - Coalition Eau), l'accès à

un travail décent (26 948 foyers agricoles français sont bénéficiaires du RSA – Max Havelaar), et à un environnement sain et sûr (850 000 Français vivent dans des zones particulièrement exposées aux événements météorologiques extrêmes – Surfrider Foundation).

Le rapport souligne par ailleurs qu'inégalités de revenus, inégalités sociales, inégalités politiques, et inégalités environnementales se superposent et se renforcent, conduisant les plus vulnérables dans une spirale inégalitaire dont ils peinent à s'extraire.

INÉGALITÉ FACE À LA MORT EN FRANCE



13 ans, c'est l'écart entre l'espérance de vie des hommes les plus pauvres et les plus aisés en France. Le cumul des inégalités sociales et environnementales conduit à l'ultime inégalité: celle face à la mort (71,1 ans contre 84,4 ans).

Source: ATD Quart Monde

Par exemple, les inégalités d'accès aux ressources, et notamment à l'énergie ou à une alimentation de qualité, génèrent des inégalités sanitaires. Les personnes qui ne peuvent se chauffer correctement souffrent de maladies chroniques respiratoires dues aux moisissures qui se développent en l'absence de chauffage. Comme le prix des aliments augmente avec leur qualité nutritive, le risque de pathologie liée au régime alimentaire s'accroit chez les plus modestes: le taux de prévalence des maladies chroniques, comme les maladies cardiovasculaires, l'obésité, est ainsi plus important lorsque le niveau d'inégalités au sein d'un pays est plus élevé.

Pour rompre ce cercle vicieux, l'action des ONG et autres acteurs de la société civile est essentielle: ce rapport fournit de nombreux exemples de leur engagement quotidien pour réduire les inégalités sur le terrain. Mais il montre également que ces acteurs attendent davantage de coresponsabilité de la part des acteurs publics et privés et appellent des choix politiques et stratégiques disruptifs en matière de fiscalité, d'investissements et de lutte contre les changements environnementaux globaux pour résorber durablement les inégalités dans toutes leurs dimensions. Les ODD permettent d'apprécier les multiples interdépendances entre les enjeux de développement durable et d'évaluer la part de responsabilité des différentes parties prenantes pour apporter des réponses à la hauteur de ces enjeux.

Pour lire le rapport complet, visitez https://bit.ly/2WF7Mld





